

***Les investissements internationaux mobiles
en Europe : analyse par régions de destination***

Fabrice HATEM

Professeur associé à l'Ecole de Management de Normandie
Chef de l'Observatoire des Investissements Internationaux de l'AFII

2005

Ecole de Management de Normandie - 9 rue Claude Bloch - 14052 CAEN CEDEX - France

Fabrice HATEM – Tél. : + 33 (0)2 31 46 78 78 – Fax : + 33 (0)2 31 43 81 01
e.mail : fabrice.hatem@afii.fr

LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX MOBILES EN EUROPE : ANALYSE PAR REGIONS DE DESTINATION

La crainte des délocalisations a suscité au cours des derniers mois d'intenses débats en Europe. De fait, l'examen des données disponibles fait apparaître un déplacement des créations d'emplois par les firmes multinationales au profit des pays émergents. L'Asie constitue à cet égard une région particulièrement attractive, comme le montrent les résultats pour 2004 de la base de données IBM/PLI (encadré 1).

En Europe même, les données des observatoires AFII montrent la place importante prise par les pays de l'est dans les créations d'emplois liées aux projets dits « internationalement mobiles ». Après les PECO dits « de première génération » (Hongrie, république Tchèque, Pologne), on voit aujourd'hui apparaître une seconde vague de pays d'accueil (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie...). Par ailleurs, les données de l'observatoire MIPO/Anima font également apparaître l'existence d'un flux de projets encore marginaux, mais vraisemblablement croissants, en direction de certains pays méditerranéens (annexe 3).

Une analyse plus fine met par ailleurs en lumière l'existence de profils de spécialisation sectoriels très marqués : services dans les îles britanniques, activités à haute valeur ajoutée dans le monde germanique, activités de main d'œuvre dans la nouvelle génération de pays de l'est...

Après avoir présenté les grandes tendances sectorielles et géographiques, on analysera plus en détails le cas de chacune des grandes régions d'accueil¹.

I. LES GRANDES TENDANCES GEOGRAPHIQUES ET SECTORIELLES

11. La poussée vers l'est

Après avoir beaucoup progressé à la fin des années 1990, la part des pays de l'est dans les créations d'emplois par les firmes multinationales en Europe semble s'être stabilisée depuis quelques années à un niveau élevé : 54 % du total en moyenne sur la période 2002-2004, avec un recul en 2003, en grande partie compensé par un redressement en 2004. Cependant, une analyse plus détaillée par sous-régions fait apparaître plusieurs éléments marquants (cf. tableaux 1 à 3) :

- Au sein des **pays d'Europe de l'est**, on note un déclin assez net des PECO dits « de première génération » (Pologne, Hongrie et surtout république Tchèque) au profit d'une seconde génération de pays plus récemment ouverts à l'investissement international (Bulgarie, Slovaquie, Roumanie). La part des « autres pays de l'est » dans le total des emplois créés en Europe est ainsi passée de 19 % à 25 % entre 2002 et 2004. Ce mouvement est largement lié à une réorientation des flux internationaux de projets de production dans les industries de main d'œuvre au détriment des PECO de première génération, où les coûts salariaux deviennent moins compétitifs, et au profit des nouvelles destinations est-européennes.

¹ Les nomenclatures régionales utilisées sont présentées dans les annexes 1 et 2.

- Parmi les pays **d'Europe de l'ouest**, les régions qui résistent le mieux à la concurrence des pays est-européens sont celles dont le profil de spécialisation est le plus complémentaire du leur. Par exemple, les pays scandinaves et l'Allemagne, plutôt spécialisées sur des activités à technologie moyenne ou élevée, ont accueilli des montants croissants de créations d'emplois par les firmes étrangères entre 2002 et 2004. De même, les créations d'emplois étrangères au Royaume-Uni, pays très spécialisé dans l'accueil d'activités tertiaires, n'ont pas globalement décru malgré une évolution heurtée. Par contre, les pays du sud de l'Europe (Espagne notamment), spécialisés dans l'accueil d'activité manufacturières de moyenne et basse technologie et placés de ce fait en concurrence frontale avec les pays de l'est, ont vu les flux de création d'emplois baisser au cours de la même période.

Tableau 1
Répartition des emplois créés par année et région d'accueil 2002-2004

	2002	2003	2004	Total	%
Centre-est	70,3	47,8	48,0	166,1	33,3
- Rép. Tchèque	38,2	17,7	15,9	71,8	14,4
- Hongrie	16,2	14,6	15,0	45,8	9,2
- Pologne	15,9	15,5	17,1	48,5	9,7
Autres Est	32,8	28,7	42,5	104,0	20,9
- Bulgarie	8,6	2,4	6,1	17,2	3,4
- Roumanie	9,5	12,7	14,0	36,2	7,3
- Slovaquie	6,5	11,6	19,0	37,0	7,4
TOTAL EST	103,1	76,6	90,5	270,1	54,2
Centre-Ouest	7,3	13,5	16,0	36,8	7,4
- Allemagne	5,3	11,0	12,3	28,6	5,7
France	11,5	12,5	12,1	36,1	7,2
Nord	4,4	2,8	5,9	13,0	2,6
- Suède	1,9	2,0	3,8	7,6	1,5
Iles britanniques	18,4	29,7	20,9	69,0	13,8
- Irlande	11,2	9,7	6,9	27,8	5,6
- Royaume-Uni	7,1	20,0	14,0	41,1	8,3
Sud	20,8	18,2	15,8	54,8	11,0
- Espagne	15,3	14,7	7,9	37,9	7,6
- Portugal	1,0	1,8	4,6	7,4	1,5
- Italie	4,5	1,6	1,0	7,1	1,4
Benelux	5,8	7,0	5,9	18,8	3,8
- Belgique	3,5	4,3	4,8	12,7	2,5
- Pays-Bas	1,5	2,5	1,1	5,1	1,0
TOTAL OUEST	68,2	83,8	76,5	228,5	45,8
TOTAL EUROPE	171,3	160,3	167,0	498,5	100,0

Source : AFII

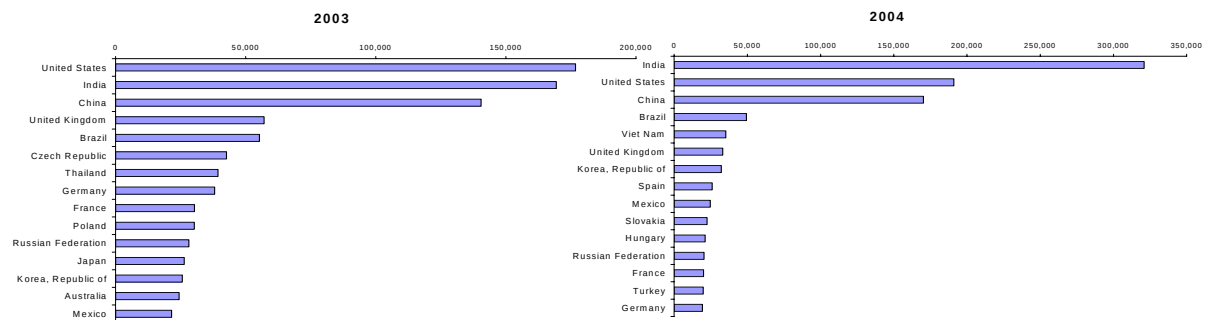
Encadré 1 Les pays asiatiques attirent les créations d'emplois

Les résultats de la base de données IBM/PLI sur les grands projets d'investissement dans le monde en 2004 font apparaître la forte attractivité de l'Asie :

- L'Inde et la Chine occupent, comme l'an dernier, les tous premiers rangs en termes de création d'emplois, très loin devant les grands pays d'Europe de l'ouest (graphique 1)
- La part de l'Asie dans l'implantation des projets continue de progresser au détriment de celle de l'Europe (graphique 2).

Graphique 1
Emplois créés par les grands projets internationaux en 2004 selon IBM/PLI

- India overtakes the US in job creation
- Emerging markets moving up the list

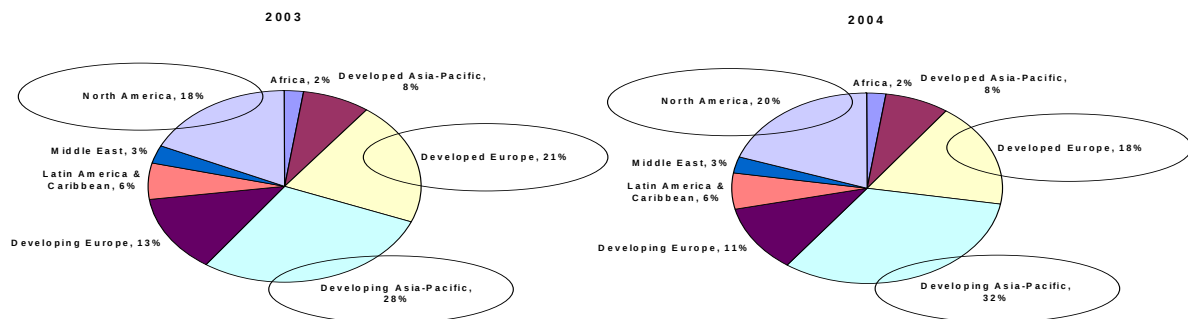


Top ranking destination countries by estimated job creation

Source: IBM -PLI – Global Investment Locations Database, GILD

Graphique 2
Part des différentes régions du monde dans l'accueil des projets selon IBM/PLI

- Market share of Developing Asia continues to grow



Share of destination regions in number of projects

Source: IBM -PLI – Global Investment Locations Database, GILD

Tableau 2
Répartition des projets par année et région d'accueil 2002-2004

	2002	2003	2004	Total	%
Centre est	337	358	368	1063	15,3
- Rép. Tchèque	130	130	107	367	5,3
- Hongrie	130	132	124	386	5,5
- Pologne	77	96	137	310	4,4
Autres Est	209	201	281	692	9,9
- Bulgarie	48	36	58	142	2,0
- Roumanie	78	74	86	238	3,4
- Slovaquie	32	38	68	138	2,0
TOTAL EST	546	560	647	1755	25,2
Centre-Ouest	265	325	328	918	13,2
- Allemagne	183	234	234	651	9,3
France	265	375	337	977	14,0
Nord	121	143	150	414	5,9
- Suède	56	63	70	189	2,7
Iles britanniques	368	475	420	1263	18,1
- Irlande	86	78	74	238	3,4
- Royaume-Uni	282	397	346	1025	14,7
Sud	376	372	331	1079	15,5
- Espagne	265	217	185	668	9,6
- Portugal	32	53	67	152	2,2
- Italie	72	80	65	217	3,1
Benelux	153	220	188	561	8,1
- Belgique	73	116	114	303	4,3
- Pays-Bas	70	94	64	228	3,3
TOTAL OUEST	1548	1910	1754	5212	74,8
TOTAL EUROPE	2094	2470	2403	6967	100,0

Source : AFII

Tableau 3
Taille des projets par fonctions et région d'accueil

	Centre-est	Autres Est	Total Est	Centre-Ouest	Benel.	France	Nord	îles britann.	Sud	Total Ouest	Total
Autres prestations de services	196,9	30,0	185,0	115,6	53,6	77,3	31,3	194,0	61,2	109,0	117,5
Bureau commercial	139,0	21,8	70,9	18,2	74,1	12,6	25,8	71,3	45,7	33,4	37,6
Centre de recherche	130,5	75,0	128,2	96,7	142,9	90,1	28,8	83,9	91,2	85,1	91,9
Centres d'appel et Service en ligne	265,3	420,0	331,6	222,5	39,0	152,8	161,5	185,4	443,3	203,5	228,7
Distribution, logistique	361,2	265,8	331,1	131,4	138,6	81,8	148,3	262,3	192,2	142,3	161,9
Service administratif interne ou QG	405,7	86,7	349,4	91,2	85,6	57,4	77,9	133,9	81,5	97,5	116,1
Total Tertiaire	237,0	195,8	224,4	95,4	101,9	56,1	57,4	139,9	130,1	97,6	112,6
Production / fabrication / réalisation	325,5	371,3	342,4	199,9	126,1	78,0	182,2	159,4	208,5	150,1	235,1
Total	311,0	344,5	323,9	139,0	115,1	66,7	105,9	149,2	178,9	122,6	185,1

Source : AFII

22. Des spécialisations régionales marquées

Beaucoup de projets tertiaires et de haute technologie de petite taille en Europe de l'ouest, un nombre plus réduit de gros projets de production manufacturière en Europe de l'est : voilà ce que révèle une première analyse des tableaux 4 à 7. Cependant, au sein même de ces deux grands ensembles, il apparaît que les différentes sous-régions possèdent elles-mêmes des spécificités fortes.

221. Pays de l'est : deux générations aux profils distincts

Dans les PECO de première génération (Pologne, république Tchèque, Hongrie), les créations d'emplois restent très importantes dans certaines activités manufacturières de main d'œuvre comme l'automobile ou l'équipement électroménager. Cependant, quatre éléments mettent en évidence une « montée en gamme » de ces pays dans la hiérarchie du développement économique : 1) la part désormais non négligeable des projets en activités tertiaires d'appui (logistique, services administratifs...) et en services aux entreprises témoigne d'une maturation progressive de la présence industrielle étrangère, qui ne se limite plus à des usines de montage isolées pour l'exportation mais se densifie progressivement sous la forme de réseaux de production et de commercialisation structurés nécessitant une infrastructure de gestion plus solide ; 2) l'existence de projets significatifs en centres de R&D, médicaments, ou matériel électronique, montre que ces pays disposent d'un vivier important de main d'œuvre qualifiée qui pourrait contribuer à un mouvement de « rattrapage » accéléré par rapport aux pays d'Europe de l'ouest ; 3) la part non négligeable des projets en bureaux commerciaux montre que ces pays, au delà de leur rôle initial d'atelier industriel, commencent à représenter un enjeu de marché significatif pour les firmes étrangères ; 4) enfin, le niveau assez bas des investissements étrangers dans les activités à faible valeur ajoutée (confection, ameublement,..) montre que la faiblesse des coûts salariaux a cessé de représenter la principale motivation de l'implantation des firmes multinationales dans ces pays.

C'est maintenant dans les PECO de deuxième génération (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie...) que l'on trouve les plus fortes concentrations d'investissements dans les activités manufacturières de main d'œuvre : automobile, bien sûr, mais aussi productions à faible valeur ajoutée comme la confection ou l'ameublement, voire certains centres d'appel. Ces pays ont ainsi en quelque sorte pris la suite des précédents pour la délocalisation des activités productives liée aux faibles coûts salariaux.

222. Europe de l'ouest : fortes spécialisations intra-régionales

C'est clairement les îles britanniques qui sont le plus nettement spécialisées sur l'accueil d'activités tertiaires : services administratifs, centres d'appel, logiciels, autres prestations de services...

Les pays du sud de l'Europe (et notamment la péninsule ibérique) sont par contre davantage positionnées sur l'accueil d'activités manufacturières de main-d'oeuvre (automobile, autres matériels de transport, dans une moindre mesure ameublement). A l'inverse, elles attirent une faible proportion d'activités de services ou de production à forte valeur ajoutée (médicaments, logiciels, ...). Ceci expose tout particulièrement cette région à la concurrence des pays de l'est à faible coûts de main d'œuvre.

Enfin, les pays du monde germanique sont plus nettement positionnés sur des activités tertiaires supérieures (R&D, centres de décision..) et certaines activités manufacturières à haute technologie comme l'aéronautique et le médicament.

Tableau 4
Répartition des emplois créés par fonctions et régions d'accueil 2002-2004

	Centre-est	Autres Est	Total Est	France	Nord	Iles britann .	Sud	Ben.	Centre-ouest	Total ouest	Total
Autres prest.de serv.	1,9	1,7	1,8	9,9	4,0	8,6	1,6	2,1	8,5	6,3	3,9
Bureau comm.	1,1	0,4	0,8	3,7	5,2	5,3	1,8	6,3	1,4	3,7	2,1
Centre de R&D	1,8	0,1	1,1	6,0	3,5	4,4	3,0	5,3	7,1	4,8	2,8
Centres d'appel	1,9	3,6	2,6	6,8	5,0	13,7	7,3	0,4	2,4	7,7	4,9
Distrib., logistique	2,8	1,5	2,3	13,8	3,4	7,6	11,2	19,9	7,5	10,2	5,9
Serv. adm. ou QG	3,4	0,2	2,2	5,7	10,2	14,2	3,6	8,2	11,2	9,1	5,4
Total Services	13,0	7,5	10,9	45,9	31,3	53,8	28,5	42,3	38,1	41,7	25,0
Production	87,0	92,5	89,1	54,1	68,7	46,2	71,5	57,7	61,9	58,3	75,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

Tableau 5
Répartition des projets par fonction et région d'accueil 2002-2004

	Centre-est	Est	Total Est	France	Nord	Iles britann.	Sud	Benelux	Centre-ouest	Total ouest	Total
Autres prest. de serv.	2,8	2,6	2,7	8,7	3,1	5,2	4,7	4,8	5,1	5,5	4,8
Bureau commerciaux.	12,9	16,5	14,3	29,0	44,9	40,6	33,4	34,9	40,3	36,6	31,0
Centre de R&D	3,4	1,4	2,6	4,2	11,4	5,1	5,1	4,5	6,6	5,6	4,9
Centres d'appel	1,6	2,0	1,8	1,9	1,7	4,4	1,1	0,9	1,0	2,1	2,0
Distrib., logistique	5,1	3,9	4,6	9,4	4,3	3,1	8,2	10,7	6,5	6,8	6,3
Serv. adm. ou QG	2,7	1,2	2,1	7,2	11,8	15,6	6,5	10,7	12,1	10,7	8,5
Total services	28,5	27,6	28,1	60,4	77,3	74,0	58,9	66,5	71,7	67,4	57,5
Production	71,5	72,4	71,9	39,6	22,7	26,0	41,1	33,5	28,3	32,6	42,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

Tableau 6
Répartition des emplois créés par secteurs et régions de destination 2002-2004

	Centre Est	Autres Est	Total est	France	Nord	Iles britann.	Sud	Benelux	Centre ouest	Total ouest	Total
Agro-alimentaire	1,5	1,2	1,4	5,3	4,2	3,9	3,8	5,3	4,2	4,3	2,7
Ameublement et équipement du foyer	2,6	9,5	5,2	2,2	0,0	0,6	3,2	1,4	2,0	1,7	3,6
Autres	1,7	4,0	2,6	1,3	0,0	1,1	1,2	2,0	0,9	1,2	2,0
Services commerciaux ou financiers	2,0	2,3	2,1	9,7	5,7	15,3	7,5	5,0	2,7	9,1	5,3
Chimie, plasturgie, biotechnologies	1,5	3,3	2,2	4,5	7,0	4,3	4,6	3,7	6,1	4,8	3,4
Composants électroniques	1,5	0,5	1,1	4,2	2,3	1,5	1,0	0,3	5,3	2,4	1,7
Conseil, ingénierie et serv. aux entrepr.	2,3	0,2	1,5	12,6	11,5	13,9	8,5	10,5	5,9	10,7	5,7
Automobile	44,9	46,1	45,4	14,8	24,9	8,1	21,9	14,9	19,9	15,9	31,9
Electronique grand public	6,4	2,9	5,1	1,8	1,2	0,5	1,0	0,5	1,2	1,0	3,2
Energie	0,7	0,1	0,5	0,8	0,5	0,4	2,5	0,0	0,2	0,9	0,7
Equipements électr., inform., médicaux	14,8	6,0	11,4	10,6	10,1	14,3	8,0	3,8	6,3	9,8	10,7
Logiciels et prestations informatiques	2,2	0,7	1,6	5,1	3,4	11,7	2,9	7,1	1,6	6,1	3,7
Machines et équipements mécaniques	4,0	3,2	3,7	4,3	5,0	1,6	0,9	1,7	1,7	2,1	2,9
Autres matériels de transport	1,4	0,0	0,9	1,3	0,4	2,9	16,0	0,3	16,7	7,7	4,0
Médicaments	3,0	0,4	2,0	7,1	7,4	8,4	4,3	23,3	9,6	8,6	5,0
Métaux, travail des métaux	2,5	4,0	3,1	2,5	14,0	1,6	1,8	6,5	1,5	2,9	3,0
Opérateurs télécoms et internet	0,1	0,5	0,2	2,3	1,2	0,7	2,3	1,2	3,8	1,9	1,0
Textile, habillement	2,5	8,3	4,7	0,5	0,0	0,1	0,0	0,2	1,3	0,3	2,7
Transport, stockage, BTP	1,5	1,7	1,5	6,2	0,9	5,3	5,3	9,9	6,2	5,7	3,5
Autres industries de base	3,0	5,0	3,8	2,9	0,2	3,8	3,1	2,3	3,0	3,0	3,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

Tableau 7
Répartition des projets par secteurs et régions de destination

	Centre Est	Est	Total Est	France	Nord	Ouest	Sud	Benelux	Centre ouest	Total ouest	Total
Agro-alimentaire	5,2	7,7	6,2	5,7	4,8	4,0	7,2	5,5	4,9	5,4	5,6
Ameublement et équipement du foyer	3,1	4,8	3,8	1,6	0,5	0,6	1,9	0,5	2,5	1,4	2,0
Autres	1,3	1,7	1,5	2,0	1,0	1,4	1,7	1,4	0,9	1,5	1,5
Services commerciaux ou financiers	3,2	3,2	3,2	9,0	4,6	7,4	6,3	4,6	3,6	6,3	5,5
Chimie, plasturgie, biotechnologies	6,5	3,8	5,4	6,4	9,4	4,7	7,7	10,9	7,0	7,1	6,7
Composants électroniques	1,8	0,9	1,4	2,6	1,7	1,3	0,5	0,7	1,5	1,4	1,4
Conseil, ingénierie et serv. Aux entrepr.	4,9	4,9	4,9	9,5	12,1	11,3	9,3	11,1	9,8	10,3	9,0
Automobile	26,9	16,3	22,7	8,1	3,6	5,0	11,6	10,7	9,5	8,2	11,9
Electronique grand public	3,8	1,6	2,9	1,1	2,2	1,0	1,5	1,2	1,4	1,3	1,7
Energie	1,2	2,5	1,7	2,0	2,7	1,3	3,5	1,1	2,1	2,1	2,0
Equipements électr., inform., médicaux	12,2	10,0	11,3	15,0	16,2	17,3	12,1	12,1	15,4	14,8	14,0
Logiciels et prestations informatiques	4,0	5,1	4,4	11,7	20,3	26,4	10,4	17,1	17,2	17,2	14,0
Machines et équipements mécaniques	4,8	4,0	4,5	5,5	2,2	2,6	2,4	2,3	3,4	3,2	3,5
Autres matériels de transport	1,2	1,0	1,1	1,1	0,5	1,4	1,9	0,9	1,2	1,3	1,2
Médicaments	3,9	2,7	3,4	4,4	5,6	5,6	5,3	3,7	5,2	5,0	4,6
Métaux, travail des métaux	3,8	6,5	4,8	2,0	3,1	1,6	1,9	2,3	2,3	2,1	2,8
Opérateurs télécoms et internet	0,4	1,0	0,6	0,8	1,2	1,2	0,9	0,4	1,2	1,0	0,9
Textile, habillement	1,6	6,2	3,4	1,4	0,2	0,5	1,0	0,7	2,4	1,1	1,7
Transport, stockage, BTP	6,5	7,5	6,9	4,2	5,8	3,1	7,6	9,3	5,3	5,5	5,9
Autres industries de base	3,9	8,7	5,8	5,5	2,4	2,4	5,3	3,4	3,3	3,8	4,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

23. Des affinités techniques, géographiques et culturelles

Il existe des affinités d'ordre industriel, géographique ou culturel qui peuvent contribuer à accroître l'attractivité spécifique d'une région d'accueil pour certaines nationalités d'investisseurs. L'analyse des tableaux 8 et 9 fait à cet égard apparaître les faits suivants :

- Une sur-représentation des investissements nord-américains et britanniques (hors pays d'origine) dans les îles britanniques ;
- Une sur-représentation des investissements d'origine germanique et asiatiques dans les pays de l'est (à noter également la part importante des firmes scandinaves dans les flux de projets à destination des pays baltes et l'orientation privilégiée des projets originaires d'Europe de l'est vers cette même région) ;
- Une sur-réprésentation des investissements britanniques, du Benelux (hors pays d'origine), et dans une moindre mesure nord-américains, dans les pays du Benelux ;
- Une sur-représentation des investissements nord-américains, et, dans une moindre mesure, britanniques et scandinaves (hors pays d'origine) dans les pays scandinaves ;
- Une sur-réprésentation des investissements français en Europe du sud (à noter que les firmes françaises sont également, d'après les données de la base Mipo², les premiers investisseurs étrangers vers les pays du Maghreb, signe supplémentaire d'un tropisme méditerranéen) ;
- Enfin, une sur-représentation nord-américaine et française (liée à de gros projets aéronautiques) dans les pays germaniques du centre-Europe.

On voit ainsi se dessiner à travers cette configuration : 1) d'une part des logiques d'intégration sub-régionales entre pays de même niveau de développement comme entre la France et l'Allemagne, au sein du Benelux, des Îles britanniques ou, dans une moindre mesure de l'ensemble germanique ; 2) d'autre part des logiques de division internationale du travail entre pays voisins présentant de fortes complémentarités, comme dans la région baltique (firmes scandinaves dans les pays baltes), la région centre-Europe (firmes allemandes dans les pays de l'est), ou entre la France et les pays méditerranéens (firmes françaises dans le Maghreb et en Europe du sud) ; enfin, 3) des stratégies spécifiques de localisation des investissements extra-européens sur certaines régions du continent, liées soit à des affinités d'ordre historico-culturel (investissements nord-américains dans les îles britanniques, et, dans une bien moindre mesure, mais de manière très significative, turcs en Bulgarie) soit à l'exploitation systématiques d'avantages comparatifs locaux (investissements de production asiatiques en Europe de l'est). On perçoit ainsi l'écho de mille ans d'histoire européenne, où certaines tendances longues dans les stratégies d'influence politico-militaire trouveraient une nouvelle forme d'expression, pacifique et commerciale celle-là, dans la configuration géographique des flux d'investissement.

² Base de données mise en place par le projet ANIMA de l'union européenne (programme MEDA) et recensant l'ensemble des projets d'investissement internationaux à destination des pays MEDA.

Tableau 8
Répartition des emplois créés par régions d'origine et de destination

Destination Origine	Autres Est	Centre- est	Total Est	Benel.	France	Nord	Iles Britan.	Sud	Centre- Ouest	Total ouest	Total
Amérique du nord	12,3	19,3	16,6	30,4	29,8	58,0	55,8	16,9	34,4	37,0	25,9
Europe	68,7	56,7	61,3	60,2	59,5	36,6	35,1	70,0	57,4	53,1	57,5
Benelux	3,4	3,4	3,4	8,6	6,4	0,5	3,7	4,2	4,9	4,7	4,0
Europe du centre	35,1	32,2	33,3	12,6	19,8	10,1	10,2	20,6	17,8	15,6	25,2
Europe de l'est	1,8	0,8	1,2	0,2	0,1	0,3	0,2	0,0	0,1	0,1	0,7
Europe du nord	5,3	5,8	5,6	2,8	9,1	9,8	3,5	7,5	4,0	5,7	5,6
Îles britanniques	3,2	2,6	2,8	22,3	10,5	9,8	10,6	5,2	4,4	9,2	5,7
Europe du sud	8,2	5,7	6,6	2,9	11,5	0,3	1,7	4,4	4,5	4,4	5,6
France	11,8	6,2	8,3	10,8	2,2	5,7	5,2	28,0	21,6	13,3	10,6
Asie	13,6	22,4	19,0	8,3	8,6	5,4	6,7	9,7	6,1	7,7	13,8
Autres	5,4	1,6	3,1	1,1	2,1	0,0	2,3	3,4	2,1	2,3	2,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

Tableau 9
Répartition des projets par régions d'origine et de destination

Destination Origine	Autres Est	Centre- est	Total Est	Benelux	France	Eur. Nord	Eur. Ouest	Eur. Sud	Centre- Ouest	Total ouest	Total
Amérique du nord	11,8	17,6	15,3	36,7	33,6	36,0	55,6	22,4	41,1	38,4	32,6
Europe	76,3	65,6	69,8	44,2	53,4	52,9	30,2	63,0	42,8	46,9	52,6
Benelux	4,3	5,8	5,2	8,4	8,5	2,9	2,3	5,4	4,8	5,2	5,2
Europe du centre	24,4	26,5	25,7	11,4	18,2	9,9	7,8	17,6	12,2	13,1	16,3
Europe de l'est	9,1	2,4	5,0	1,2	0,4	1,7	1,0	0,5	2,7	1,2	2,1
Europe du nord	11,8	7,3	9,1	5,0	4,5	20,3	4,4	5,6	6,3	6,3	7,0
Europe de l'ouest	4,3	6,8	5,8	6,4	10,1	9,7	5,0	7,0	5,9	7,1	6,7
Europe du sud	13,0	7,8	9,9	3,4	10,6	3,6	4,4	12,2	4,4	7,0	7,7
France	9,2	8,9	9,1	8,4	1,0	4,8	5,2	14,7	6,5	6,9	7,5
Asie	6,1	15,1	11,5	15,0	10,4	9,4	9,6	9,9	12,5	10,9	11,1
Autres	5,8	1,8	3,4	4,1	2,6	1,7	4,7	4,6	3,6	3,8	3,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

II. ANALYSE PAR REGION DE DESTINATION

2.1. Les pays du Benelux

Ils ont accueilli 8,1 % des projets et 3,8 % des emplois entre 2002 et 2004. La faible taille moyenne des projets s'explique en partie par une contribution forte des activités de services, haute technologie (médicaments notamment) et logistique-transport, de taille unitaire assez réduite. La Belgique représente plus des deux-tiers des emplois créés. Les flux sont relativement stables sur la période, avec un pic en 2003 suivi d'un tassement en 2004.

Les entreprises européennes (britanniques et pays du Benelux notamment) sont à l'origine de plus de 60 % des emplois créés, suivies par les américaines (environ 30 %). La contribution des firmes US est cependant beaucoup plus élevée en termes de projets (37%).

Tableau 10
Principaux projets à destination du Benelux

Année	Société	Empl.	Origine	Destination	Secteur	Projet	Opération
2004	GSK Bio	1750	Roy.uni	Belgique	Médicaments	Production	Création
2002	GlaxoSmithKline ; GSK	1000	Roy.uni	Belgique	Médicaments	Production	Extension
2002	Cisco	800	Etats-Unis	Pays-Bas	Logiciels et prest. informatiques	Bureau commercial	Création
2002	Arcelor	650	France	Luxemb.	Métaux, travail des métaux	Production	Création
2003	ECC ; Cobelfret	450	Pays-Bas	Belgique	Transport, stockage, BTP	Distribution, logistique	Création
2003	Schenker	400	Allemagne	Belgique	Transport, stockage, BTP	Production	Création
2003	Arcelor	400	France	Belgique	Métaux, travail des métaux	Production	Création
2004	Volvo	400	Etats-Unis	Belgique	Automobile	Production	Extension
2003	Lidl	350	Allemagne	Pays-Bas	Services comm. ou financiers	Distribution, logistique	Création
2003	Faurecia	350	France	Pays-Bas	Automobile	Production	Création
2003	GlaxoSmithKline Biol.	300	Roy.uni	Belgique	Médicaments	Centre de recherche	Extension
2004	Janssen Pharmaceutica ;	300	Etats-Unis	Belgique	Médicaments	Centre de recherche	Création
2002	Hansen Transmissions	300	Roy.uni	Belgique	Autres	Production	Création
2003	Flextronics	300	Singapour	Pays-Bas	Equipts électr., inform., médicx	Distribution, logistique	Extension

Source : AFII

Par rapport à l'ensemble de l'Europe de l'ouest, le Benelux est caractérisé par une spécialisation sur l'accueil des activités de logistique-transport (près de 20 % des emplois créés) et dans une moindre mesure des bureaux commerciaux. Par contre, la part des centres d'appel et des autres prestations de services est plus limitée. On note également d'importants projets dans le secteur des médicaments. Par contre, l'attractivité de la région pour les quartiers généraux et centre administratifs, qui constituait dans les années 1990 un de ses points forts³, semble s'être affaiblie. L'abandon des pratiques fiscales dites « dommageables », réclamée par la commission européenne, semble avoir en particulier porté un coup dur à l'attractivité de Bruxelles.

³ Il existe dans les grandes villes du Benelux un millier de centres de coordination européens de firmes multinationales, en grande partie américaines et japonaises. Les secteurs les plus représentés sont l'automobile, les IAA, la chimie, la plasturgie et la logistique.

2.2. Les pays scandinaves

Ils ont accueilli 5,9 % des projets mais seulement 2,6 % des emplois. Cet écart important s'explique par le cumul de deux effets : d'une part, la structure sectorielle des investissements donne une part importante aux activités où la taille moyenne des projets est faible ; d'autre part, un sein même de chaque activité, le contenu en emplois des projets est plutôt inférieur à la moyenne européenne. Après une mauvaise année 2003, les flux de création d'emplois se sont fortement redressés en 2004. C'est notamment le cas pour la Suède, qui accueille 59 % des emplois créés dans la région.

La contribution des entreprises nord-américaines à la création d'emploi est particulièrement élevée (57 %), même si elle est moins marquée en termes de nombre de projets. Les autres pays scandinaves sont également sur-représentés par rapport à la moyenne ouest-européenne. Par contre, la part des firmes asiatiques reste marginale (5,4 % des emplois créés). Les firmes françaises et d'Europe du sud semblent également peu attirées par les pays scandinaves.

Malgré un nombre de projets assez élevé, la contribution des fonctions de services à la création d'emplois par les firmes étrangères est proportionnellement un peu plus faible que dans les autres pays d'Europe de l'ouest. La représentation assez forte des activités de production constitue cependant un élément en partie illusoire, liée à l'existence de plusieurs gros projets réalisés par des firmes ou des joint-ventures classées comme « étrangères » mais qui ont des liens historiques forts avec la Suède (Volvo/Ford, ABB). Les secteurs de l'automobile, des métaux, de la chimie et des biotechnologies ont fait récemment l'objet d'investissements importants. La filière NTIC (microélectronique...) constitue également un point fort des pays scandinaves.

Tableau 11
Principaux projets à destination des pays scandinaves

Ann.	Société	Empl.	Origine	Destin.	Secteur	Projet	Opér.
2004	Volvo Cars AB ; Ford	2000	États-Unis	Suède	Automobile	Production	Extens.
2002	Volvo ; Ford	1000	Etats-Unis	Suède	Automobile	Production	Extens.
2004	Alcoa	750	Etats-Unis	Islande	Métaux, travail des métaux	Production	Création
2004	ABB	550	Suisse	Suède	Machines et équipts mécaniques	Production	Extens.
2002	Hewlett-Packard ; Compaq	500	Etats-Unis	Danemark	Equipts électr. Inform., médicx	Serv. adm. ,QG	Création
2002	Alcoa	450	Etats-Unis	Islande	Métaux, travail des métaux	Production	Création
2002	Lyreco	400	France	Danemark	Conseil, ingén., serv. aux entr	Serv. adm. QG	Création
2003	Lidl	400	Allemagne	Suède	Services commerciaux ou fin.	Distr. logistique	Création
2004	Hilton Food Group	400	Roy.uni	Suède	Agro-alimentaire	Conditionnement	Création
2003	AstraZeneca	400	Roy.uni	Suède	Médicaments	Production	Extens.
2002	Sitel	350	Etats-Unis	Danemark	Cons., ingén., serv. aux entr.	Centres d'appel	Création
2004	VTI Techn. ; EQT North. Eur.	300	Suède	Finlande	Composants électroniques	Production	Création
2002	HI3G ; Hutchinson Whampoa	200	Chine	Danemark	Equipts électr., inform. médicx	Bureau comm.	Création
2003	Biogen	200	Etats-Unis	Danemark	Chimie, plasturgie, biotechn.	Production	Création
2004	Biogen Idec	200	Etats-Unis	Danemark	Médicaments	Production	Création
2002	Intern. Pipe & Tube ; IPT	200	Etats-Unis	Islande	Métaux, travail des métaux	Production	Création
2003	Ryanair	200	Irlande	Suède	Services comm. ou financiers	Production	Création

Source : AFII

2.3. La région centre-ouest (Allemagne, Autriche, Suisse)

Accueillant 13,2 % des projets et 7,2 % des emplois créés en Europe, cette région a connu un fort regain des flux d'investissements en 2003 (confirmé en 2004) après une année 2002 très médiocre. L'Allemagne est le principal pays d'accueil, avec 78 % des emplois créés. Elle reste cependant relativement peu attractive par rapport à la taille de son marché et de son industrie, pour des raisons liées à la fois aux coûts de production et à la relative fermeture de certains marchés aux firmes étrangères (ex : équipement automobiles).

Représentant respectivement 37 % et 21,6 % des créations d'emplois, les investisseurs américains et français semblent assez fortement attirés par la région, contrairement aux firmes d'origine asiatique, scandinaves et britanniques qui y créent proportionnellement moins d'emplois que dans le reste de l'Europe de l'ouest. On notera l'importance assez marquée des investissements intra-régionaux (17,8 % des créations d'emplois), signe d'une forte intensité des relations économiques internes compte tenu du faible nombre de pays concernés.

La région semble relativement plus attractive pour les centres de R&D, les QG et, de manière moins marquée, pour les activités de production que le reste de l'Europe de l'ouest, signe d'un intérêt des firmes étrangères pour le potentiel scientifique et technique allemands. Elle accueille par contre une proportion relativement faible de centres d'appel et de sites logistiques. Le secteur de l'aéronautique (Airbus) a récemment fait l'objet de plusieurs gros investissements industriels.

Tableau 12
Principaux projets à destination de la région centre-ouest

Ann.	Société	Empl.	Origine	Destin.	Secteur	Projet	Opér.
2004	Airbus	4000	France	Allemagne	Autres matériels de transp.	Production	Création
2003	Airbus	2000	France	Allemagne	Autres matériels de transp.	Production	Extension
2003	AMD	1000	Etats-Unis	Allemagne	Composants électroniques	Production	Création
2003	Dow Chemical	1000	Etats-Unis	Allemagne	Chimie, plasturgie, biotechn.	Production	Extension
2004	Accenture	700	Etats-Unis	Allemagne	Conseil, ingén., serv. aux entr.	Serv. adm,QG	Extension
2004	Ernst & Young	700	Etats-Unis	Allemagne	Conseil, ingén., serv. aux entr.	Autres prest.de services	Extension
2003	UPS	700	Etats-Unis	Allemagne	Transport, stockage, BTP	Production	Extension
2002	Visteon	650	Etats-Unis	Allemagne	Automobile	Serv. adm,QG	Création
2004	Magna	650	Canada	Autriche	Automobile	Production	Extension
2004	Magna	600	Canada	Autriche	Automobile	Production	Création
2003	Faurecia	550	France	Allemagne	Automobile	Centre de recherche	Création
2004	HanseNet Telek.	500	Italie	Allemagne	Opérateurs télécoms et internet	Autres prest.de services	Création
2004	O2 ; MMO2	500	Roy.uni	Allemagne	Opérateurs télécoms et internet	Indéterminé	Extension
2002	DaimlerChrysler	500	Allemagne	Allemagne	Automobile	Production	Extension
2003	Aventis	500	France	Allemagne	Médicaments	Production	Création

Source : AFII

2.4. Les îles britanniques

Elles accueillent 13,8 % des emplois et 18,1 % des projets, proportion relativement stable au cours de la période, avec un pic en 2003 suivi d'un tassement en 2004. Les emplois créés se répartissent de manière assez équilibrée entre le Royaume-Uni (60 %) et l'Irlande (40 %).

Les investissements d'origine anglo-saxonne sont dominants : les firmes américaines représentent à elles seules 55,6 % des créations d'emplois, suivies par les britanniques (investissements croisés Irlande/ Royaume-Uni) avec 10,6 % du total. Libéralisme, langue, culture du business, internationalité de Londres, vitalité commerciale expliquent le succès britannique sur les investissements américains et japonais.

Le Royaume-Uni est fortement spécialisé dans l'accueil d'activités tertiaires (hors logistique-distribution). On notera notamment la vitalité du secteur des call-centers, l'existence de pôles de compétitivité puissants pour l'accueil des centres de RD (Cambridge, Gleen Valley en Ecosse,...) ainsi que la croissance de l'activité des low costs (base Ryanair à l'aéroport de Londres/Stansted).

Concernant l'Irlande, on notera l'existence d'importants projets de production nord-américains dans le secteur des matériels électriques et électroniques ainsi que les biotechnologies, du fait, entre autres, des avantages fiscaux offerts par ce pays.

Tableau 13
Principaux projets dans les îles britanniques

Année	Société	Empl.	Origine	Destin.	Secteur	Projet	Opér.
2003	Tesco	1500	Roy.uni	Irlande	Services comm. ou fin.	Distribution, logistique	Création
2003	ASDA ; Wal-Mart	1200	États-Unis	Roy.uni	Services comm. ou fin.	Distribution, logistique	Création
2003	Airbus	1200	France	Roy.uni	Autres mat. de transport	Production	Création
2002	Wyeth	1000	États-Unis	Irlande	Chimie, plast., biotech.	Production	Création
2004	Guidant Corporation	1000	États-Unis	Irlande	Equipts électr., inform., médicx	Production	Extension
2003	Toyota	1000	Japon	Roy.uni	Automobile	Production	Extension
2004	Bertelsmann ; Arvato	1000	Allemagne	Roy.uni	Autres industries de bases	Production	Création
2004	Ryanair	1000	Irlande	Roy.uni	Transport, stockage, BTP	Production	Création
2003	Abbott	950	États-Unis	Irlande	Equipts électr., inform., médicx	Production	Extension
2004	Ford Motor Co	938	États-Unis	Roy.uni	Automobile	Production	Extension
2003	eBay ; PayPal	800	États-Unis	Irlande	Services comm. ou fin.	Serv.adm., QG	Création
2004	Logica CMG	760	Roy.uni	Roy.uni	Logiciels et prest. Inform.	Serv.adm., QG	Extension
2002	Abbott Laboratories	700	États-Unis	Irlande	Médicaments	Centre de recherche	Création
2002	Intel Corp	700	États-Unis	Irlande	Equipts électr., inform., médic	Production	Création
2002	The Number 118 118 ; INFONXX	700	États-Unis	Roy.uni	Conseil, ingén., serv. aux entr.	Centres d'appel	Création
2003	Aker Kvaerner	700	Norvège	Roy.uni	Conseil, ingén., serv. aux entr.	Serv.adm., QG	Création
2002	BMW	700	Allemagne	Roy.uni	Automobile	Production	Extension
2004	Northbrook Technologies	660	États-Unis	Irlande	Logiciels et prest. Inform.	Production	Extension
2004	Computer Sciences Corporation	650	États-Unis	Roy.uni	Logiciels et prest. Inform.	Production	Création
2002	Pfizer	600	États-Unis	Irlande	Médicaments	Serv.adm., QG	Création
2003	The Number ; InfoNXX	600	États-Unis	Roy.uni	Conseil, ingén., serv. aux entr.	Centres d'appel	Création
2003	The Number ; InfoNXX	550	États-Unis	Roy.uni	Conseil, ingén. Serv.aux entr.	Centres d'appel	Extension

Source : AFII

Encadré 3

L'Irlande, pays de la biotech

A l'automne 2004, est entré en service le plus grand site de fabrication de biomédicaments du monde, sur le campus de Grange Castle, dans la banlieue de Dublin. Cette filiale de l'américain Wyeth devrait employer à terme 1300 personnes. Les produits ? Des médicaments contre la polyarthrite rhumatoïde et des vaccins anti-pneumocoques destinés aux très jeunes enfants. Cet investissement de 1,5 milliards de dollars fera de l'Irlande l'un des leaders de la production biotechnologies en Europe.

Décidément, cette petite île n'arrête pas de nous surprendre par son dynamisme et son sens des opportunités industrielles. Les irlandais furent parmi les premiers à comprendre, dans les années 1950, alors que leur industrie était pratiquement inexistante, tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer de l'implantation de firmes étrangères. Et ils le firent, s'efforçant d'attirer, dans les années 1960 des industries de main d'œuvre américaines, tandis que la France refusait, d'un superbe geste gaullien, les milliers d'emplois que Ford nous proposa de créer en Lorraine en 1969. Depuis, les Irlandais sont devenus, à travers leur fameuse agence de promotion, L'IDA (Industrial Development Agency), les spécialistes reconnus du « marketing territorial », s'efforçant en permanence de tirer le meilleur profit des tendances de l'investissement international. Et ça marche : après les industries de main d'œuvre comme l'automobile, l'Irlande a su se reconvertir dans les technologies de l'information à mesure que ses coûts salariaux augmentaient. Elle a également saisi avant les autres la vague montante des projets en centres d'appel et de services partagés. Et aujourd'hui, c'est au tour des biotechnologies....

Car, après beaucoup d'espoirs régulièrement déçus et d'innovations toujours annoncées comme imminentes et toujours repoussées, la révolution de la biopharmacie, cette fois semble vraiment entamée. Aujourd'hui, 20 % des médicaments commercialisés et 80 % des médicaments en développement clinique sont issus des biotechnologies, avec des taux de réussite aux tests cliniques désormais supérieurs à celui des médicaments classiques.

Et justement, l'Irlande offre un terrain d'accueil favorable. 80 multinationales pharmaceutiques et de biotechnologies sont déjà présentes en Irlande, parmi lesquelles Abbott, Bristol-Myers-Squibb, GlaxoSmithKline, Johnson and Johnson, Lilly, Novartis, Merck, Pfizer, Roche, Schering Plough, Takeda, Allergan, Baxter, Genzyme, Fort Dodge et bien sûr Wyeth. Le secteur réalise dans ce secteur près de 35 milliards d'euros d'exportations, emploie 20000 personnes, et produit 12 des 25 médicaments leaders en biopharmacie (dont Lipitor, Zocor, Zyprexa, Seroxat, Prevacid, Zolof, etc.). L'Irlande maîtrise les principaux éléments de la « chaîne de valeur » : recherche, fermentation, principes actifs, formulation, finition, services transversaux, propriété intellectuelle, procédés de développement. Les collaborations entre firmes privées et les universités irlandaises sont nombreuses et étroites, assurant des financements abondants à la recherche. Enfin, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour assurer le développement du secteur des biotechs : effort de formation, octroi de régimes fiscaux favorables aux investisseurs, création d'un centre national de biotraitement....

Pour saisir le virage des biotechs, qui sera forcément international, notre pays dispose, a priori, de plus d'atouts que l'Irlande : plus de chercheurs, d'entreprises, de salariés, d'exportations ; de magnifiques pôles de compétitivité comme le génopole d'Evry ou la filière vaccinologie dans la région lyonnaise. Ceci explique que nous attirions un nombre significatif de projets étrangers, avec, bon an mal an, 500 à 1000 emplois créés chaque année depuis 1998. Mais il existe également des handicaps trop connus : un effort global de recherche inférieur à celui des pays d'Europe du nord ; les lourdeurs de fonctionnement des établissements publics scientifiques et techniques ; les difficultés de financement des jeunes entreprises de biotechnologies ; l'insuffisance de la culture du partenariat privé/public ; l'effort insuffisant de valorisation industrielle des résultats la recherche publique.

25. Les pays du sud de l'Europe

Ces pays ont accueilli 15,5 % des projets et 11,0 % des emplois créés en Europe, avec un tassement assez marqué entre 2002 et 2004. Ce phénomène a tout particulièrement touché l'Espagne, qui constitue le premier pays d'accueil de la région, avec 69 % des emplois créés.

Avec seulement 16,9 % des emplois créés, les firmes américaines sont sous-représentées. Par contre, la part des firmes germaniques et françaises (respectivement 20,6 % et 28,0 % des emplois créés) est élevée.

Par rapport à la moyenne de l'Europe de l'ouest, la région semble plutôt spécialisée dans l'accueil des activités de production, au détriment des QG, centres de R&D et autres prestations de services. Les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique (Airbus) ont constitué récemment de gros pourvoyeurs de créations d'emplois industriels, notamment en Espagne.

Le niveau global des investissements étrangers en Italie reste faible. La politique d'attraction des investissements étrangers en Italie n'est pas très organisée et pas très efficace. Malgré d'existence d'aides à l'implantation dans le sud du pays, les investisseurs restent rétifs : problèmes de sécurité juridique de l'entreprise, conventions collectives très contraignantes...

Tableau 14
Principaux projets à destination des pays du sud de l'Europe

Année	Société	Empl.	Origine	Destination	Secteur	Projet	Opér.
2002	EADS	4000	France	Espagne	Autres mat de transport	Production	Création
2003	Airbus ; EADS	3000	France	Espagne	Autres mat de transport	Production	Création
2004	First Automotive Works ; FAW	1500	Chine	Grèce	Automobile	Production	Création
2002	Kobe Steel ; KCM ; CNH Glob. N.V	1500	Japon	Italie	Transport, stockage, BTP	Production	Création
2002	Carrefour	1300	France	Espagne	Cons., ingén., serv. aux entr.	Distrib., logist.	Création
2003	Conduit	1200	Irlande	Espagne	Opérateurs télécoms et internet	Centres d'appel	Création
2002	STMicroelectronics	1150	Pays-Bas	Italie	Equipts électr., inform., médicx	Production	Création
2002	Ford	1000	États-Unis	Espagne	Automobile	Production	Extension
2004	Enercon	1000	Allemagne	Espagne	Equipts électr., inform., médicx	Production	Création
2003	PSA Peugeot-Citroën	900	France	Espagne	Automobile	Production	Extension
2002	BASF ; Sonatrach	835	Allemagne	Espagne	Chimie, plasturgie, biotechn.	Production	Création
2003	News Corp	800	États-Unis	Italie	Services comm. ou fin.	Centres d'appel	Création
2002	Frape Behr	780	Allemagne	Espagne	Automobile	Production	Création
2004	Barclays	750	Roy.uni	Espagne	Services comm. ou fin.	Centres d'appel	Création
2004	Torun Pacific ; Nestlé ; Gen. Mills	750	Suisse	Portugal	Agro-alimentaire	Production	Création
2004	Eli Lilly	650	États-Unis	Italie	Médicaments	Production	Création
2004	Geci International	650	France	Portugal	Autres mat de transport	Production	Création
2003	Infineon	570	Allemagne	Portugal	Composants électroniques	Production	Extension
2004	Transcom WorldWide ; KINNEVIC	550	Suède	Espagne	Cons., ingén., serv. aux entr.	Production	Création
2004	Siemens	500	Allemagne	Portugal	Logiciels et prest. Inform.	Centre de R&D	Création
2004	Companhia Siderurgica Nacional	500	Brésil	Portugal	Métaux, travail des métaux	Production	Création

Source : AFII

26. Les pays du centre-est européen

Ils représentent 33,3 % des emplois créés et 15,3 % des projets. Si leur part de marché en termes de projets reste stable entre 2002 et 2004, elle diminue par contre fortement en termes de de création d'emplois, au profit des autres pays de l'est. Cette diminution est particulièrement marquée pour la république tchèque, qui constitue le premier pays d'accueil de la région, avec 43 % des emplois créés, contre respectivement 28 % et 29 % pour la Hongrie et la Pologne.

La contribution des firmes centre-européennes (Allemagne) et asiatiques à la création d'emplois est particulièrement forte (respectivement 32,2 % et 22,4 % du total). Par contre, la part des firmes nord-américaines, quoique significative (19,3 %) est inférieure à celle observée dans le reste de l'Europe.

La région est très spécialisée dans l'accueil des activités productives (87 % des emplois créés), mais avec une proportion non négligeable de services, bureaux commerciaux et centres de R&D. Les équipements électriques et électroniques et surtout l'automobile ont constitué les principales sources de création d'emploi, mais avec une forte baisse en 2004, due à la fois au tassement des projets en provenance d'Allemagne et à la concurrence croissante des autres pays de l'est.

Tableau 15
Principaux projets à destination des pays du centre-est de l'Europe

Année	Société	Emplois	Origine	Destination	Secteur	Projet	Opération
2003	Volkswagen	3000	Allemagne	Pologne	Automobile	Production	Extension
2002	Siemens VDO	2500	Allemagne	Rép Tch.	Automobile	Production	Création
2002	Peugeot ; Toyota	2500	France	Rép Tch.	Automobile	Production	Création
2002	Sandra Textile Mills	2500	Pakistan	Rép Tch.	Textile, habillement	Production	Création
2003	Flextronics	2100	Singapour	Hongrie	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Extension
2002	Delphi	2000	Etats-Unis	Rép Tch.	Automobile	Production	Création
2002	Skoda ; Volksw.	1800	Allemagne	Rép Tch.	Automobile	Production	Création
2004	Foxconn	1800	Taiwan	Rép Tch.	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Création
2002	Bosch	1700	Allemagne	Pologne	Automobile	Production	Création
2002	Radiomobil ; D.Tel.	1700	Allemagne	Rép Tch.	Eqpts électr., inform., médicx	Serv. adm., QG	Création
2003	Foxconn ; Hon Hai	1600	Taiwan	Hongrie	Electronique grand public	Production	Création
2002	Avon	1600	Etats-Unis	Pologne	Médicaments	Production	Extension
2002	Bosch	1550	Allemagne	Hongrie	Automobile	Production	Extension
2003	Bosch	1500	Allemagne	Hongrie	Automobile	Production	Création
2002	Volkswagen	1500	Allemagne	Pologne	Automobile	Distr., logist.	Création
2002	Kronospan Hold.	1500	Chypre	Pologne	Autres industries de bases	Production	Création
2003	LG Electronics	1500	Corée du Sud	Pologne	Electronique grand public	Production	Extension
2003	Foxconn	1500	Taiwan	Rép Tch.	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Extension
2002	Bosch Diesel	1485	Allemagne	Rép Tch.	Automobile	Production	Extension
2002	Toyota	1400	Japon	Pologne	Automobile	Production	Création
2004	Elcoteq	1300	Finlande	Hongrie	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Extension
2004	Bank Austria Credit.	1300	Autriche	Pologne	Serv. comm. ou fin.	Bureau comm.	Création
2002	Bacou-Dalloz	1300	France	Rép Tch.	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Création
2002	Osram	1270	Etats-Unis	Rép Tch.	Autres	Production	Création
2002	Robert Bosch	1200	Allemagne	Hongrie	Automobile	Production	Extension
2004	Gillette	1150	Etats-Unis	Pologne	Métaux, travail des métaux	Production	Création

Source : AFII

27. Les autres pays de l'est européen

Ils représentent 9,9 % des projets et 20,9 % des emplois créés en Europe entre 2002 et 2004, avec une forte progression en 2004. Trois pays (Roumanie, Slovaquie, et, de manière plus modeste, Bulgarie) représentent à eux seuls plus de 85 % du total des emplois accueillis dans la région. On peut donc parler à leur sujet d'une véritable « percée » récente sur le marché de l'investissement européen.

Les firmes d'origine centre-européenne ont joué un rôle majeur dans la création d'emplois étrangers dans cette région (35 % du total), suivies par les firmes françaises (13,6 %), asiatiques (11,8 %) et américaines (12,3 %), dont la présence reste relativement modeste.

La quasi-totalité des créations d'emplois se fait dans les activités productives (92,5 %), avec également quelques centres d'appel. Les industries de main d'œuvre (ameublement, confection, et surtout automobile) ont constitué les sources majeures de projets.

Tableau 16
Principaux projets à destination des autres pays de l'est

Année	Société	Emplois	Origine	Destination	Secteur	Projet	Opération
2002	Leoni AG	5000	Allemagne	Ukraine	Automobile	Production	Création
2003	Yazaki	4600	Japon	Roumanie	Automobile	Production	Création
2003	PSA	3500	France	Slovaquie	Automobile	Production	Création
2002	Leoni AG	3000	Allemagne	Roumanie	Automobile	Production	Création
2003	INA Schaeffler	3000	Allemagne	Roumanie	Automobile	Production	Création
2004	Hyundai ; Kia	2400	Corée du Sud	Slovaquie	Automobile	Production	Création
2004	Montupet	2150	France	Roumanie	Automobile	Production	Création
2002	RM Jewels	2000	États-Unis	Bulgarie	Métaux, travail des métx	Production	Création
2004	Milbro ; O'Neills ; Treximco	2000	Irlande	Roumanie	Textile, habillement	Production	Création
2004	Samsung Electronics	1900	Corée du Sud	Slovaquie	Electronique grand pub.	Production	Création
2002	Patrick Louis Group	1500	France	Bulgarie	Autres	Indéterminé	Création
2003	Leoni	1500	Allemagne	Slovaquie	Automobile	Production	Création
2002	Shoe Fashion Group	1400	Autriche	Slovaquie	Autres	Production	Extension
2003	Concorde	1400	Belgique	Slovaquie	Ameubl., équipmt foyer	Production	Création
2004	Kaufland	1200	Allemagne	Bulgarie	Ameubl., équipmt foyer	Distrib., logist.	Création
2004	Divani	1200	Danemark	Slovaquie	Ameubl., équipmt foyer	Production	Création
2002	Sumitomo Electric	1100	Japon	Roumanie	Eqpts électr., inform., médicx	Production	Création
2004	GE Capital International Services	1000	Etats-Unis	Bulgarie	Serv. comm. ou fin.	Centres d'appel	Création
2002	Aksu Iplik	1000	Turquie	Bulgarie	Ameubl., équipmt foyer	Production	Création
2004	GE Capital International Services	1000	Etats-Unis	Roumanie	Serv. comm. ou fin.	Centres d'appel	Création
2002	Draexlmaier	1000	Allemagne	Roumanie	Automobile	Production	Création
2003	Continental	1000	Allemagne	Roumanie	Automobile	Production	Création
2004	Draxlmaier	1000	Allemagne	Roumanie	Automobile	Production	Création
2004	Sky Media ; Skytec Group	1000	Suisse	Slovaquie	Chimie, plast., biotechn.	Production	Création

Source : AFII

Annexe 1
Nomenclature régionale utilisée dans l'étude
(Régions et pays d'accueil)

EUROPE DE L'OUEST	Centre-ouest	Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein
	Iles britanniques	Royaume-Uni, Irlande
	Nord	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
	Sud	Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal
	France	France
	Benelux	Pays-Bas, Belgique, Luxembourg
EUROPE DE L'EST	Centre-est	Rép. Tchèque, Hongrie, Pologne
	Autres Est	Autres pays de l'est, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie

Annexe 2
Nomenclature régionale utilisée dans l'étude
(Région et pays d'origine)

AMERIQUE DU NORD	Amérique du nord	Etats-Unis, Canada, Bermudes
EUROPE	Benelux	Pays-Bas, Belgique, Luxembourg
	Europe du centre	Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein
	Europe de l'est	Tous les pays de l'est européen, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie
	Europe du nord	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
	Iles britanniques	Royaume-Uni, Irlande
	Europe du sud	Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal
	France	France
ASIE	Japon	Japon
	Autres Asie	Tous les autres pays d'Asie
AUTRES	Autres	Tous les autres pays

Annexe 3

Les pays méditerranéens :

Quelques exemples de développement industriel lié aux investissements étrangers

Si les 12 pays du sud de la Méditerranée restent globalement très marginaux pour l'accueil des flux d'investissements étrangers (à peine plus de 10 milliards de dollars d'IDE entrants chaque année dans les 12 pays MEDA en 2003 et 2004, soit environ 2 % du total mondial), certains d'entre eux commencent à attirer l'attention des investisseurs toujours à la recherche de nouveaux marchés ou de conditions de production favorables. Nous proposons ici, pour illustrer ce mouvement naissant, trois études de cas : automobile en Turquie et dans les pays du Maghreb, logiciels en Israël.

1. La Turquie : Un nouveau tigre industriel ?

Alors que sont relancées les négociations en vue d'une adhésion à l'Union Européenne, il est temps de prendre la mesure du potentiel économique turc. Un pays sous-développé, sans base industrielle ? Pas si l'on en juge par le flux d'investissements étrangers : près de 40 projets recensés depuis le début de l'année, selon la base de données MIPO-ANIMA, avec une forte concentration dans l'agro-alimentaire et l'automobile. Et l'on est loin d'un simple mouvement de délocalisation lié aux coûts salariaux. Les projets à bon niveau technologique, en effet, se multiplient. Un exemple ? La création le 9 août dernier, par l'américain Hayes Lemmerz, l'Italien Cromodora Wheel et le Turc Inci Holding d'une joint venture destinée à la production de roues en aluminium à Manisa, sur la côte ouest du pays. On assiste ainsi, grâce à l'afflux d'investisseurs étrangers relayés par les entrepreneurs locaux, à la constitution de filières industrielles modernes, puissantes et diversifiées.

L'exemple de l'automobile a toutes les allures d'un cas d'école. Au commencement des temps, c'est-à-dire au début des années 1960, la Turquie ne produit pas un seul véhicule. Puis quelques constructeurs implantent des chaînes d'assemblage pour monter des automobiles destinées au marché local, à partir de composants entièrement importés, comme Renault à Bursa en 1971. L'intégration locale s'accroît ensuite progressivement, avec l'arrivée d'équipementiers étrangers et le développement d'une industrie locale. L'Union douanière de janvier 1996, en ouvrant à la Turquie les portes du marché européen, permet à son industrie automobile de franchir une nouvelle étape en développant ses exportations.

Une mutation rapide lui permet alors de devenir un centre de production à vocation régionale voire mondiale. De nombreux constructeurs s'implantent pour réexporter à partir du pays : Oyak Renault (Clio Symbol, Megane Break), Fiat (Doblo), Ford (Transit Connect), Toyota (nouvelle Corolla), Hyundai (Starex). Ils y trouvent, certes, une base « low costs », mais aussi les compétences de ces nombreux travailleurs turcs formés dans les usines allemandes et revenus au pays pour encadrer leurs jeunes compatriotes. Ils trouvent également un tissu d'équipementiers, certes encore hétérogène mais qui se structure rapidement, grâce à l'afflux des firmes étrangères : cent équipementiers automobiles étrangers sont aujourd'hui installés dans le pays, et jouent un rôle majeur dans l'activité. Près de 200 autres ont noué un partenariat avec des entreprises locales. Celles-ci, de leur côté, ont réalisé un effort énorme de mise à niveau : plus de 300 d'entre elles possèdent des unités de production conformes aux meilleurs standards mondiaux, et peuvent donc, non seulement approvisionner les constructeurs locaux, mais également exporter directement.

Aujourd'hui, l'automobile constitue l'un des piliers de l'économie turque. Elle emploie environ 500 000 personnes, regroupe plus de 1 000 entreprises. On dénombre 19 constructeurs, dont trois spécialisés dans les tracteurs et cinq fabricants de véhicules particuliers (Renault, Fiat, Toyota, Honda, Hyundai). La production atteint 562 000 unités en 2003 soit 1 % du marché mondial. 359 000 véhicules ont été exportés, dont plus des deux tiers vers l'union européenne : le secteur automobile représente à lui seul près de 10 % des exportations turques. La croissance de la production est rapide : + 57 % en 2003 par rapport à 2002. Sur les six premiers mois 2004, la production a atteint 429 000 véhicules, soit une hausse de 76 % par rapport à la même période de 2003.

La zone de Bursa constitue l'une des principaux pôles d'activité. Oyak Renault et Tofas Fiat, les premiers producteurs de véhicules particuliers, y ont localisé leur site de production. Bursa est même l'unique site de production mondial de la Mégane Break et de la Mégane II Tricorps. Deuxième pôle : la grande région d'Istanbul, avec les sites de Koaceli et Gebze, où une grande zone industrielle dédiée à l'automobile (la TOSB) est en développement.

La perfection, bien sûr, n'est pas de ce monde. La concurrence par les coûts s'exerce aussi sur la Turquie, où les salaires sont aujourd'hui supérieurs à ceux de la Roumanie ou de la Bulgarie. Beaucoup d'équipementiers locaux restent de simples firmes quasi-artisanales produisant pour le marché local des pièces de rechange, et le pays manque encore de bons équipementiers de « second rang », ce qui oblige les grands ensembliers à importer de nombreux composants. La gestion macroéconomique et financière un peu chaotique du pays, les incertitudes concernant les relations avec l'union Européenne, constituent également des handicaps.

Mais le développement industriel est bien là, et il n'est pas limité à l'automobile : on pourrait pratiquement raconter la même histoire pour la filière textile-confection ou, dans une moindre mesure, pour les industries agro-alimentaires.

2. Valoriser le potentiel méditerranéen : l'exemple des logiciels

Le Japon a l'Asie du Sud-est. Les Etats-Unis ont le Mexique et l'Amérique du Sud. Pour assurer leur compétitivité, les industries d'Europe de l'ouest ont elles aussi besoin, sur leurs périphéries est et sud, de partenaires dynamiques, à bas coûts, en développement rapide, avec lesquels mettre en place des schémas efficaces de division internationale du travail. Si les PECO peuvent jouer en partie ce rôle, leur taille reste cependant modeste par rapport, par exemple à celle de la Chine. C'est pourquoi il est vital d'exploiter le potentiel d'autres partenaires, comme par exemple les pays du sud de la Méditerranée : 250 millions de personnes et un PNB qui frôle les 600 milliards de dollars. Mais, malgré la signature des accords d'association, malgré la mise en œuvre du processus de Barcelone, malgré certains succès économiques réels, l'image de cette zone reste floue dans les pays du Nord, et son potentiel réel, quelque peu sous-estimé.

Un exemple parmi beaucoup d'autres : le développement des logiciels. Savez-vous que les microprocesseurs de ST Microelectronics sont en partie conçus en Tunisie et au Maroc, puis en partie assemblés en Europe de l'Ouest, pour être ensuite principalement vendus en Asie ? Le monde à l'envers, direz-vous. Mais aussi un modèle d'organisation fort efficace qui témoigne du potentiel méditerranéen.

Reprenons les choses dans l'ordre. La localisation des centres de conception logiciels peut se faire assez librement dans le monde en fonction des avantages comparés des différents pays d'accueil en matière de coûts et surtout de qualité de la main d'œuvre. On observe donc depuis quelques années un mouvement de délocalisation de ces activités, qui, au sein des pays en développement, a particulièrement profité à l'Asie (Inde notamment), et, plus récemment, aux pays de l'est européen.

Mais les pays méditerranéens ont aussi enregistré des succès, certes globalement modestes, mais réels, au cours des deux dernières années. Citons par exemple, au Maroc, l'implantation des français SQLI, Unilog et Sitel, ou encore de l'américain Tech Access. En Tunisie, plusieurs projets ont été également annoncés, notamment dans la cité technologique des communications de Ghazala, près de Tunis. Dernier en date : l'irlandais Stonesoft, leader dans la sécurité informatique, en 2004. Autre terre d'accueil, le Liban - avec son pôle technologique Berytech à Beyrouth - où se sont récemment implantés, entre autres, le français Unilog, l'américain Computer Associates M.East, et le canadien Metaforms.

Mais c'est Israël qui a réalisé les performances les plus significatives. Plusieurs milliers de salariés y travaillent actuellement dans le développement de logiciels pour le compte de sociétés étrangères, notamment américaines. Parmi les principales firmes, on peut citer Intel (plusieurs centaines de chercheurs notamment en microélectronique), Microsoft, (logiciels pour le e-commerce), Hewlett-Packard (logiciels pour les systèmes d'impression couleur haute performance), Motorola (plusieurs centaines de chercheurs dans le domaine de la communication sans fil), IBM (près de 2000 chercheurs dans les domaines des bases de données, des systèmes informatiques et de la microélectronique). Des groupes à l'implantation parfois anciennes (Motorola depuis 1954, IBM depuis 1950), qui ont ensuite étendu leurs activités à travers notamment l'acquisition de start-up locales (Indigo par Hewlett Packard, Dialogics et DSPC par Intel).

Malgré la situation politique, les projets ont continué à affluer au cours des 2 dernières années: nouveau centre de développement d'IBM, spécialisé dans les composants électroniques, à Haïfa ; extension de l'usine Intel de Lachish Kiryat Gat ; implantation par l'américain Parametric Technology d'une unité de développement logiciels ; rachat par l'américain Cisco Systems de la start-up Actona, basée à Haifa. L'existence d'un important vivier de population qualifiée dans le domaine des sciences de l'information, le dynamisme des start-up locales et la réputation internationale du centre universitaire Technion de Haïfa, où sont localisés la plupart des grands centres de recherche (comme le fameux HRL d'IBM) donnent en effet à Israël des atouts majeurs dans le domaine des NTIC.

Certes, les chiffres globaux demeurent modestes : l'ensemble des pays du sud méditerranéen ne représentent en effet, selon le dernier rapport sur l'investissement de la Cnuced, que moins de 2 % de implantations mondiales de centres « off shore » dans les technologies de l'information. Mais le mouvement est tout de même suffisant pour nous rappeler qu'il existe sur notre façade sud de réelles capacités d'expertise en NTIC.

3. Maghreb : l'essor encore fragile de l'industrie automobile

Au deuxième trimestre 2005, Renault commencera, si tout va bien, à produire son modèle économique « Logan » sur les chaînes de la Somaca, à Casablanca. Un signe de l'essor de l'industrie automobile au Maghreb. Un essor encore limité, puisque la production totale des deux pays concernés - Maroc et Tunisie- ne dépasse pas aujourd'hui 3 milliards de dollars,

pour 400 millions de dollars d'exportations. Des chiffres modestes, comparés par exemple aux 4 milliards d'exportations en provenance de Turquie, le colosse méditerranéen. Mais un essor tout de même, stimulé par l'intérêt des industriels pour les marchés locaux et les bas coûts de production. Avec des formes différentes pour chacun de ces deux pays.

La Tunisie, après avoir connu des difficultés dans le domaine de l'assemblage qui l'ont conduit à renoncer à la fabrication locale de véhicules, a parié depuis 15 ans sur les équipements automobiles. Avec une politique à deux volets : d'une part, des demandes de contrepartie aux constructeurs étrangers en matière de fabrication locale de composants ; d'autre part, l'accueil d'équipementiers étrangers, essentiellement européens, désireux de tirer parti des faibles coûts locaux de production pour réexporter vers les marchés développés. Une politique de promotion active, des avantages fiscaux substantiels (zones franches), une situation macroéconomique et sociale assez stable, ont ainsi permis à la Tunisie d'attirer des flux significatifs d'investissements. Citons, entre autres, l'allemand Leoni, spécialiste du câblage Automobile, présent depuis 1977, et qui après plusieurs extensions successives, emploie aujourd'hui près de 4000 personnes ; le fabricant suédois d'équipements de sécurité Autoliv, présent depuis 1998, qui emploie aujourd'hui 1750 personnes. Mais aussi Valeo Embrayage Gruner AG, Kaschke AG, STIP Pirelli... Au total près de 130 entreprises, dont une quarantaine à capitaux étrangers (presque toutes aux meilleurs standards techniques), employant près de 20000 personnes, pour 1 milliard de dollars de production et 300 millions d'exportations. Spécialité locale : les systèmes électriques, et notamment les faisceaux de câbles, qui représentent plus des trois-quarts des exportations du secteur.

Contrairement à la Tunisie, le Maroc n'a pas renoncé à l'assemblage, ce qui constitue à la fois sa force et sa faiblesse. Son industrie d'assemblage a, en effet, été maintenue un peu artificiellement en activité par des obligations de montage local imposées aux constructeurs étrangers. D'où, si l'on ajoute les sous-traitants locaux et les implantations spontanées d'équipementiers étrangers, une activité industrielle non négligeable, avec 300 entreprises, 20000 salariés et une production qui frôle les 2 milliards de dollars. Mais la libéralisation en cours du secteur automobile menace directement les activités de la Somaca. Pour éviter la disparition pure et simple, l'assembleur local vient donc d'être privatisé. Renault, en partenariat avec Fiat et PSA, s'est porté acquéreur et modernise actuellement les installations de la Somaca pour y produire la Logan, à destination du Proche-Orient et de l'Afrique.

Sous-traitance de la Somaca, faiblesse des coûts locaux de production... L'afflux des équipementiers étrangers au Maroc prend actuellement de l'ampleur. De janvier 2003 à aujourd'hui, le Maroc a accueilli dix projets d'investissement automobiles, dont cinq provenant de France. Citons par exemple l'implantation simultanée de trois entreprises (le français Trève, le portugais Sunviauto et l'espagnol Cover Car) à Tanger, pour la fabrication de coiffes pour sièges automobiles ; l'extension des activités du groupe Valéo, qui avec l'inauguration en 2003 de son nouveau site de production à Bouznika, au sud de Rabat, emploie désormais au total 4 000 personnes dans le pays ; ou encore les annonces récentes de l'implantation d'une seconde usine de faisceaux de câbles automobiles par le groupe japonais Sumitomo Electric Wiring System dans la région de Casablanca, ou d'une usine de fabrication de composants plastiques par le groupe américain Polytech Netting. Avec à la clé de nouveaux emplois par milliers.

C'est donc dans ces deux pays un véritable mouvement d'industrialisation qui s'amorce, dopé par les accords d'association avec l'union européenne et les accords d'Agadir permettant l'ouverture mutuelle des marchés tunisien, marocain, jordanien et égyptien. Mais c'est un mouvement encore fragile, menacé par un contexte géopolitique défavorable, par la concurrence de l'Asie et de l'Europe de l'Est, et qui reste encore de trop faible ampleur pour permettre la constitution de filières intégrées et puissantes comme cela est en train de se produire en Turquie. Le succès de ce décollage constitue un enjeu sans doute important pour la stabilité future de cette bordure sud de l'Europe, aux succès parfois un peu méconnus.